

La justice enfin !



Par: Guillermo Alvarado

Alors qu'il manque quelques jours pour le 3e anniversaire de la tragédie du sous-marin de la Marine de la République Argentine "San Juan", dans laquelle sont morts les 44 membres de son équipage, l'on a annoncé que les commandements militaires liés à la très mauvaise gestion de ce drame feront l'objet d'un Conseil de Guerre.

Il s'agit de l'Amiral Marcelo Eduardo Srur, ex-chef de la Marine, le contre-amiral Enrique López Mazzeo et six autres officiers accusés d'infractions graves commises avant, pendant et après le désastre.

Le 15 novembre 2017 on a eu le dernier contact avec le sous-marin et huit jours après le gouvernement a fait savoir que, selon des registres soniques obtenus, l'on a eu affaire à un événement anormal, singulier, court, violent et non nucléaire consistant en une explosion.

Une façon alambiquée de dire que le sous-marin avait explosé, ou plutôt qu'une implosion avait eu lieu et qu'il n'y avait pas de possibilités de trouver des survivants.

La douleur et l'incertitude des proches se sont prolongées de façon inutile jusqu'au 16 novembre 2018, quand on a appris officiellement la découverte des restes du San Juan et que l'on a ratifié l'hypothèse initiale.

Je dis de façon inutile car le gouvernement de Macri savait cette information depuis 20 jours après la tragédie, comme l'a reconnu le contre-amiral López Mazzeo dans la cause civile ouverte au sujet des événements.

Il reste encore à définir pourquoi l'exécutif a caché l'information durant un an et même, a embauché une entreprise pour effectuer la recherche dont il connaissait déjà le résultat.

Il y a des raisons en trop pour que l'ex-président Macri se trouve, pas dans l'estrade des témoins, mais au banc des accusés, tant dans le procès civil que dans le Conseil de Guerre récemment convoqué car il était le Commandant Général des Forces Armées argentines.

L'on sait aussi que le San Juan n'était pas en conditions techniques et matérielles de réaliser la mission qui lui avait été assignée, qui consistait à effectuer un long travail de patrouille à Ushuaia, dans la Terre du Feu, à 2 mille kilomètres en ligne droite de sa base à Mar del Plata.

Il y a eu donc irresponsabilité de la ligne de commandements, des données ont été cachées qui ont prolongé la souffrance de dizaines de familles, l'on a menti au pays et à la communauté internationale et maintenant il existe le droit juste de connaître toute la vérité et de punir les coupables tant par la voie militaire que civile

La justice n'est pas vengeance, c'est la seule possibilité de réparer les dégâts causés au tissu social et de donner réparation aux victimes.

<https://www.radiohc.cu/fr/especiales/comentarios/239501-la-justice-enfin>



Radio Habana Cuba